

Introduction : Comme le rappelle le géopolitologue Pascal Boniface « la puissance dure (hard power) ou pouvoir de contrainte ne suffit plus aujourd'hui pour être une grande puissance. Le pouvoir d'influence (soft power) est tout aussi nécessaire. » Conscient des enjeux liés à leur image internationale, les États cherchent de nouveaux moyens d'exprimer et d'exercer leur puissance notamment à travers des éléments indirects. Ces formes plus « douces » de la puissance passent entre autres par la diffusion progressive de la langue, par le contrôle de l'information et des réseaux numériques ou encore par la maîtrise des voies de communication.

Problématique : Comment les formes indirectes de puissance permettent aux différents acteurs d'exercer une influence géopolitique mondiale ?

I. La langue, un outil d'affirmation et de puissance.

A. Un outil au service de la puissance.

Être une langue institutionnelle internationale : Pour un état, la langue peut constituer un moyen (un vecteur) d'influence et de puissance lorsqu'elle est adoptée comme langue officielle. Le français et l'anglais sont les deux principales langues internationales. Elles occupent une place à part dans les grandes organisations internationales : ONU, OMC, CIO... Elles s'appuient sur une domination historique de deux grandes puissances coloniales de la fin du XIXe siècle. C'est dans ce contexte qu'est créé le mouvement olympique, sous l'impulsion du français Pierre de Coubertin. Traduisant les rapports de forces linguistiques de son époque, la charte olympique prévoit l'usage du français, de l'anglais comme seules langues officielles. Il convient de noter néanmoins que les autres puissances linguistiques comme la Chine, le Brésil ou encore l'Inde, aspirent à concurrencer ces positions dominantes.

Être un lien entre les états : La langue, lorsqu'elle est partagée, devient un outil pour la coopération et les échanges entre les pays. Le partage d'une même langue peut favoriser les échanges commerciaux. Ainsi, les pays d'Afrique du Nord et Moyen Orient qui partagent la langue arabe ont créé en 1945 la Ligue arabe qui réunit 22 pays membres. Parmi eux, 19 pays ont créé en 2005 la grande zone arabe de libre-échange. La pratique de la langue peut aussi être un indicateur de l'influence régionale d'un état. C'est le cas de la langue russe, dont l'aire de développement correspond aux pays contrôlés par l'URSS. Parlé par 145 millions de personnes dans le monde, le russe est une langue officielle pour certains états (Russie, Biélorusse, Kazakhstan, Kirghizistan). Mais on trouve des minorités russophones dans les états baltes, en Ukraine, en Géorgie, en Arménie... Dans tous ces pays, les populations russophones sont un puissant levier pour la Russie comme dans le conflit russo-ukrainien.

La langue, outil d'affirmation culturelle et scientifique : La langue est un vecteur important dans la diffusion de la culture et du mode de vie d'un pays. La production de films (Hollywood, Bollywood) et de séries (*telenovelas* pour les pays d'Amérique Latine) permet la diffusion linguistique. La musique, devenue mondialisée et diffusée sur les réseaux sociaux est aussi un outil d'affirmation de la langue. Le développement de la K-pop a permis l'essor du soft power sud-coréen et la multiplication des locuteurs coréens dans le monde. La publication scientifique témoigne aussi de l'influence d'un pays sur les recherches scientifiques. L'anglais domine le monde des publications scientifiques (90 % des publications scientifiques internationales sont en anglais). Cela permet en outre aux pays anglo-saxons de maintenir leur domination dans le monde universitaire (19 des 20 premières universités du classement de Shanghai

sont dans des pays anglo-saxons). Un mouvement international croissant pousse à la remise en cause de cette domination linguistique scientifique et l'affirmation de la diversité linguistique.

B. Français et anglais à l'assaut du monde : vecteurs et outils.

Le poids de l'histoire : La langue est un des outils historiquement employés par les États et les empires pour exercer leur puissance. Les grandes puissances européennes qui contrôlent le monde à la fin du XIX^e siècle au travers de leurs empires coloniaux prennent conscience de l'importance de l'outil linguistique. L'Alliance française apparaît en 1883. Elle a pour mission de développer l'usage du français dans les colonies et à l'étranger. Elle cherche aussi à maintenir la place centrale du français dans les relations internationales. Suivant le même principe les Britanniques fondent en 1934 le British Council. La domination actuelle de l'anglais s'explique par l'hégémonie économique et culturelle du Royaume Uni jusqu'au début du XX^e s puis des États-Unis depuis les années 50 avec la diffusion de *l'American Way of life* et des produits américains, en lien avec la guerre froide.

L'OIF, outil de diffusion de la langue française : La France veille à développer la francophonie (La francophonie regroupe l'ensemble des personnes qui utilisent le français comme langue maternelle, ou d'usage, de socialisation, d'enseignement). Créée en 1970, l'Organisation Internationale de la Francophonie regroupe 88 états dans le monde. Elle veille à affirmer la présence du français sur tous les continents et à promouvoir la langue et la culture françaises à l'étranger. Cet organisme est doté de différents moyens d'action : communication et information (TV5 Monde), animation de réseaux francophones (traduction, interprétation, monde du sport...), organisation de campagnes de sensibilisation au multilinguisme auprès des acteurs de la scène diplomatique, du sport international, des médias ou du grand public.

C. La langue dans les luttes d'influence et les rivalités internationales.

L'anglais, champion du monde incontesté : Langue officielle ou co-officielle d'une cinquantaine de pays dans le monde, l'anglais est THE langue globale par excellence parlée par plus de 1,2 milliard de personnes dans le monde. Soutenue par le Commonwealth qui regroupe 53 états autour du Roi d'Angleterre et développe de nombreux programmes culturels, la communauté internationale anglophone est la plus dynamique des organisations linguistiques mondiales (réseau d'enseignement du British Council). La langue anglaise a su s'imposer pour devenir la référence de la mondialisation : commerce, sciences, culture, institutions internationales... Le développement d'Internet a encore renforcé ce rôle central.

Le chinois à l'assaut du monde ? Face à l'anglais, le chinois est la langue maternelle la plus parlée dans le monde avec plus de 1,1 milliards de locuteurs natifs. Mais sa diffusion internationale est relativement faible. Depuis 2004, la Chine a créé plus de 500 instituts Confucius qui diffusent la culture et la langue chinoises. Les instituts Confucius sont aussi un puissant outil d'influence et de soft power dans le monde. Les diasporas ont un rôle déterminant dans la circulation d'une langue. Ainsi, la diaspora chinoise, en créant des quartiers communautaires, les *Chinatowns*, diffuse la langue et la culture chinoises dans le monde entier.

Le poids croissant du français : Langue officielle ou co-officielle de 34 états dans le monde, le français reste une langue internationale majeure. Parlée par 321 millions de personnes dans le monde (5^e langue la plus parlée dans le monde), le français bénéficie de la forte croissance démographique des pays francophones d'Afrique et devrait atteindre les 750 millions d'ici à 2070, ce qui ferait du français la langue la plus parlée en Afrique. De plus, la culture française se

diffuse de diverses façons : ouverture d'une antenne du Louvre à Abu Dhabi, festivals du film français dans les grandes métropoles du monde, ouverture de restaurants gastronomiques par des chefs étoilés français un peu partout sur la planète, développement de la chaîne TV5 monde...

II. Les nouvelles technologies, un enjeu de puissance.

A. Les états fragilisés par les nouveaux acteurs du numérique.

Les GAFAM, géants et puissances : Depuis la fin des années 90 et la naissance du réseau Internet, les États-Unis ont vu se développer un certain nombre d'entreprises du numérique qui ont connu un développement extraordinaire. Sous le terme de GAFAM, les géants du numérique Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft, accompagnés de dizaines de FTN ont développé une puissance extraordinaire qui s'appuie sur des éléments traditionnels de la puissance :

- La puissance économique et financière : les GAFAM ont des chiffres d'affaires et une capitalisation supérieure à celle de nombreux états dans le monde. Ex : Apple a eu en 2022 un chiffre d'affaires de près de 400 milliards de dollars et une capitalisation en bourse qui a dépassé les 3 000 milliards de dollars (rappel : le budget de la France en 2022 est de 1454 milliards d'€).
- La domination technologique : contrôle et développement d'infrastructures du réseau Internet (câbles sous-marins, datas center), développement de logiciels d'exploitation, d'outils d'IA...
- Une forme de soft power : les GAFAM cherchent à influencer les sociétés dans le monde, participent aux grands débats politiques par leur maîtrise de l'information, leur pouvoir de manipulation de l'opinion publique (Facebook, X).

Les états menacés par les géants du numérique : Les GAFAM et autres FTN du numérique, ont donc une puissance économique supérieure à bon nombre d'états dans le monde. Par leurs pratiques, ils menacent même l'existence des états. Ainsi, ils pratiquent l'optimisation fiscale, qui consiste à éviter de payer des impôts auprès des états dans lesquels les GAFAM font du profit. Ainsi, Google France ne déclare qu'une petite partie des activités du groupe (CA déclaré 400 millions d'€ en 2018 contre CA estimé de 2 milliards d'€). Les états sont aussi menacés par les acteurs malveillants du cyberspace avec le développement de la cybercriminalité et des cyberattaques qui visent des particuliers et des établissements publics (hôpitaux, ministères, lycées...). Ces attaques sont d'origines diverses :

- Elles peuvent être le fait d'états qui veulent déstabiliser un ennemi comme la Russie qui a multiplié les cyberattaques avant de lancer l'invasion de l'Ukraine en 2022.
- Elles peuvent être aussi le fait de particuliers : en 2022, le centre hospitalier de Corbeil Essonnes a été la cible d'un rançongiciel réclamant 10 millions de dollars. Thalès, Conforama, la région Guadeloupe ont aussi été la cible de cyberattaques en 2022.

B. Les géants du numérique au service de la puissance des états.

Les acteurs du numérique, outil de soft power des états : Les états ont rapidement compris que, malgré les contraintes et les fragilités liées au développement du numérique, ils devaient coopérer avec ces entreprises pour accroître et développer leur puissance. Les géants du numérique permettent aux États-Unis de développer leur soft power en diffusant leur mode de vie : langue, vêtements, cinéma, musique, références culturelles. Ainsi, en

développant des opérations marketing liées au calendrier des États-Unis, les GAFAM participent à la diffusion de fêtes et valeurs typiquement américaines (Halloween, Thanksgiving, Black Friday...). C'est aussi pour cette raison que le réseau social TikTok est décrié dans les pays occidentaux. En s'installant sur tous les téléphones, TikTok donne potentiellement un accès pour la Chine aux données personnelles de 1,7 milliard d'utilisateurs. Elle permet aussi de donner une image positive de la Chine. C'est donc un outil de soft power.

Le développement de la cyberpuissance des états : Le développement du numérique et du cyber a permis la naissance d'un nouveau terrain d'affrontement entre les puissances. Ainsi, au lendemain des attentats du 11 septembre, le gouvernement fédéral américain inonde la Silicon Valley d'investissements afin de développer les outils nécessaires au Cyberespionnage (NSA). De son côté, la Chine soutient à fond ses entreprises majeures du numérique, les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi) pour concurrencer les GAFAM dont le développement est largement entravé par le pouvoir chinois. Le contrôle des infrastructures du numérique est devenu un enjeu de puissance : câbles sous-marins, datas center, serveurs, font l'objet d'une compétition internationale. Dans toutes les grandes puissances, se sont développées des forces armées spécialisées dans la cyberguerre. La France s'est ainsi dotée d'un commandement de la cyberdéfense et développe un campus cyber dans le quartier de la Défense qui regroupe les forces armées cyber et les entreprises de sécurité. Les conflits entre puissances peuvent prendre des formes diverses : désinformation (IA), propagande, cyberattaques ou encore ingérence dans la vie politique. La Russie, avec ses centaines d'usines à trolls qui déversent commentaires haineux et politiques, est ainsi devenue un spécialiste de la cyberguerre.

C. La lutte pour la régulation, nouvel enjeu d'influence des états.

Réguler le numérique : Depuis une dizaine d'années, les états ont pris conscience de la nécessité de réguler les acteurs du numérique. Au niveau national, on assiste à la multiplication des lois protégeant les citoyens face aux menaces numériques, aux données personnelles. Certains états cherchent à limiter l'influence des entreprises du numérique venant de pays hostiles : la Chine a longtemps interdit Google et Facebook, qui sont toujours fortement censurés, le groupe Huawei est interdit aux États-Unis et son développement est freiné dans l'Union Européenne. Les États-Unis cherchent à mettre en place une législation qui permette d'encadrer le développement de l'IA.

L'Union Européenne à la pointe de la régulation : L'Union Européenne cherche à mettre en place une politique de lutte contre les dangers du cyberspace. Dans le cadre de la protection des données personnelles, l'Union Européenne est à la pointe de la législation internationale avec le RGPD (règlement général sur la protection des données) qui protège la vie privée des citoyens européens en encadrant l'utilisation des données personnelles. Elle a récemment menacé X de poursuites voire d'interdictions pour avoir laissé circuler des fausses informations et des propos antisémites.

Gouvernance mondiale : Le cyberspace mondial n'est pas loin d'être un espace sans règle. Au sein de l'ONU, des groupes d'experts et de pays membres tentent de faire progresser la mise en place d'une régulation internationale sur le cyberspace : application du droit international, charte de comportement. En 2018, Emmanuel Macron et le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres ont lancé l'appel de Paris pour mettre en place une gouvernance de l'internet pacifier les relations internationales dans le cyberspace. Cet appel a été signé par 80 états et par les principales FTN du numérique. Mais les négociations et les tentatives de régulation sont au point mort et le cyberspace reste encore majoritairement une zone de non-droit international : aucun accord multilatéral n'a été

trouvé pour réguler les relations internationales dans le cyberspace. Une pression croissante des états est mise sur la taxation des profits de ces géants du numérique. En 2021, les pays du G20 se sont entendus pour une taxation minimale de 15 % sur les grandes entreprises.

III. La maîtrise des voies de communication : les « nouvelles routes de la Soie ».

A. Une maîtrise au service de la puissance.

Un enjeu stratégique majeur : Rome dans l'Antiquité, l'Empire Ottoman à l'époque moderne ou encore l'Empire Britannique au XIXe s... Toutes ces puissances historiques ont rayonné dans le monde grâce au contrôle des voies de communication, qu'elles soient maritimes, fluviales ou terrestres. Aujourd'hui encore, la maîtrise des voies de communication à des fins commerciales est un des outils du hard power des grandes puissances, en particulier avec l'essor de la mondialisation. Les États investissent donc dans l'aménagement d'infrastructures. En effet, la gestion des réseaux et des hubs (gare, aéroports, ports) est déterminante dans l'affirmation de la puissance des États.

Des voies maritimes vulnérables : Le rôle croissant joué par le transport maritime pousse les états à contrôler les voies maritimes qui deviennent des enjeux géopolitiques majeurs. L'instabilité politique au Moyen-Orient ou l'essor de la piraterie dans l'océan Indien viennent en effet perturber les échanges maritimes, notamment en ce qui concerne l'épineuse question des détroits :

- Dans le détroit d'Ormuz, où plus de 30% du pétrole mondial transite, les tensions sont régulières entre l'Iran (état riverain) qui menace de fermer le détroit, et la communauté internationale (en particulier les États-Unis dont la V^e flotte de guerre patrouille à proximité du secteur).
- Dans le détroit de Malacca où les États riverains indonésiens sont obligés de mobiliser leurs marines militaires pour assurer la sécurité des navires marchands contre la piraterie.

B. Les nouvelles routes de la soie au cœur de la politique d'influence chinoise.

Les nouvelles routes de la soie : Depuis les années 1980, l'ouverture de la Chine au marché mondial a entraîné la modernisation de ses infrastructures portuaires et de ses axes de transports vers l'intérieur du pays. En 2017, avec 13% des exportations mondiales, elle était le premier exportateur de marchandises. Lancées par le président Xi Jinping en 2013, la Belt and Road Initiative, plus connu sous le nom de « nouvelles routes de la Soie » est au service de la puissance commerciale chinoise. Il s'agit d'un réseau de voies terrestres (routières, ferroviaires) et maritimes que la Chine développe dans une centaine de pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe pour un budget estimé à 1 000 milliards de dollars.

Un outil d'affirmation de la puissance : Les nouvelles routes de la soie visent à renforcer la coopération économique avec l'Union Européenne (dont elle est le deuxième partenaire économique). Avec ce projet, la Chine cherche à assurer ses importations et ses exportations et à sécuriser son approvisionnement en hydrocarbures sans emprunter les détroits contrôlés par les États-Unis. Il s'agit aussi pour cette grande puissance économique d'assurer un débouché à la production chinoise (acier, ciment, machines...). L'Afrique est devenue centrale dans le développement des nouvelles routes de la soie. Les nombreux projets permettent aux pays africains de développer des infrastructures de communication, essentielles à leur développement. La Chine développe alors une image positive d'aide au

développement et renforce son influence sur la scène internationale. Le soft power est au cœur du projet des nouvelles routes de la soie.

Conclusion : La compétition internationale que se livrent les langues a donc tourné à l'avantage du français et surtout de l'anglais devenue la langue globale, malgré une remise en question par de nombreux acteurs de cette suprématie. Dans le domaine du numérique, les états ont longtemps semblé fragilisé avant de s'emparer des questions du numérique pour affirmer et défendre leur puissance. Le contrôle des voies de communication et la compétition engagée par la Chine au travers du Belt and Road Initiative, témoignent des enjeux de puissance opposant les états. Ces éléments indirects de la puissance sont devenus des enjeux majeurs pour la compétition que se livrent les grandes puissances actuelles. La lutte annoncée entre l'ancienne puissance américaine et le géant démographique chinois pour la domination mondiale s'exprime dans chacun de ces domaines avec une force croissante.